



CHAPITRE 30

Loi modifiant la Loi de la taxe sur les télécommunications

[Sanctionnée le 20 mai 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi de la taxe sur les télécommunications (1965, 1^{re} session, chapitre 28) est modifié en ajoutant à la fin les paragraphes suivants:

« e) « certificat d'enregistrement » signifie un certificat d'enregistrement délivré en vertu de la présente loi;

« f) « règlement » signifie un règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi. »

2. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 1, le suivant:

« **1a.** 1. Toute personne qui exploite un service de télécommunications au Québec doit détenir un certificat d'enregistrement en vigueur.

2. La demande pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement doit être transmise au sous-ministre du revenu.

3. Ce certificat d'enregistrement doit être délivré par le sous-ministre du revenu ou par toute autre personne qu'il désigne. Il doit être gardé à la principale place d'affaires de l'exploitant dans le Québec, et ne peut être transféré.

4. Le ministre du revenu peut refuser de délivrer ce certificat d'enregistrement à toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi. Il peut égale-

CHAPTER 30

An Act to amend the Telecommunications Tax Act

[Assented to 20th May 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Telecommunications Tax Act (1965, 1st session, chapter 28) is amended by adding at the end the following paragraphs:

“(e) “registration certificate” means a registration certificate issued under this act;

“(f) “regulation” means a regulation made by the Lieutenant-Governor in Council under this act.”

2. The said act is amended by inserting after section 1 the following:

“**1a.** (1) Every person who operates a telecommunication service in the province of Québec must hold a registration certificate in force.

(2) The application for the registration certificate shall be filed with the Deputy Minister of Revenue.

(3) Such registration certificate must be issued by the Deputy Minister of Revenue or by such other person as he appoints. It must be kept at the operator's chief place of business in the province of Québec, and cannot be transferred.

(4) The Minister of Revenue may refuse to issue such registration certificate to any person who has been found guilty of an offence against this act. He may also,

1965
(1^{re} sess.),
c. 28, a. 1,
mod.

« certificat
d'enregist-
rement »;

« règle-
ment ».

1965
(1^{re} sess.),
c. 28, a.
1a, aj.

Certificat
d'enregist-
rement.

Demande.

Délivran-
ce et
garde.

Refus,
suspension,
etc.

1965
(1st sess.),
c. 28, s. 1,
am.

“registra-
tion cer-
tificate”;

“regula-
tion”.

1965
(1st sess.),
c. 28, s.
1a, added.

Registra-
tion cer-
tificate.

Applica-
tion.

Issue and
keeping.

Refusal
of certifi-
cate, etc.

ment, dans le cas d'une personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi, suspendre ou annuler le certificat délivré.

Rensei-
gnements
requis.

5. Les renseignements suivants sont requis quand un certificat est demandé:

a) par une ou plusieurs personnes faisant affaires sous un nom collectif ou une raison sociale,—leurs noms et adresses;

b) par une société,—le nom et l'adresse de chaque associé;

c) par une corporation, un club, une association ou un syndicat,—le nom et l'adresse du président, s'il réside au Québec; sinon, le nom et l'adresse de son gérant ou représentant résidant au Québec, de même que l'adresse de sa place d'affaires au Québec.

Caution-
nement.

6. Le ministre peut exiger comme condition de l'enregistrement de celui qui n'a ni résidence, ni place d'affaires au Québec, un cautionnement dont il fixe le montant.

Idem.

7. Le ministre peut aussi exiger de toute personne, comme condition de la délivrance ou du maintien en vigueur d'un certificat en son nom, un cautionnement dont le ministre établit le montant en tenant compte du montant de la taxe que cette personne devait remettre à l'égard des six mois précédant la date à laquelle le cautionnement est exigé, si cette personne:

a) a été trouvée coupable d'une infraction à la présente loi;

b) est insolvable; ou

c) doit des impôts ou des taxes en vertu d'une loi de revenu au sens de la Loi du ministère du revenu (chap. 66), et ne conteste pas son obligation de payer ces impôts ou taxes devant le tribunal compétent. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 28, s. 3,
mod.

3. L'article 3 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, les mots « l'agent de la province » par les mots « mandataire du ministre du revenu »;

b) en insérant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, après le mot « facture », les mots « ainsi que dans ses livres comptables ».

Id., aa.
3a, 3b, aj.

4. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 3, les suivants:

in the case of a person who has been found guilty of any offence against this act, suspend or cancel the certificate issued.

(5) The following information must be given when a certificate is applied for:

Informa-
tion
required.

(a) by one or more persons doing business under a firm name, the name and address of such person or persons;

(b) by a partnership, the name and address of each partner;

(c) by a corporation, club, association or syndicate,—the name and address of the president, if he resides in the province of Québec; if not, the name and address of its manager or representative residing in the province of Québec and the address of its place of business there.

(6) The Minister may require as a condition of registration of a person who neither resides nor has his place of business in the province of Québec security in such amount as the Minister may fix.

(7) The Minister may also require of any person, as a condition for the issue or continuance in force of a certificate in his name, security in such amount as the Minister may fix, taking into account the amount of tax which such person had to remit for the six months preceding the date on which security is required, if such person:

(a) has been found guilty of an offence against this act;

(b) is insolvent; or

(c) owes dues or taxes under a revenue law within the meaning of the Revenue Department Act (Chap. 66), and does not contest his obligation to pay such dues or taxes before the competent court."

3. Section 3 of the said act is amended:
(a) by replacing the word "Province" in the second line of the second paragraph by the words "Minister of Revenue";

1965
(1st sess.),
c. 28, s. 3,
am.

(b) by inserting after the word "invoice" at the end of the third paragraph the words "and in his books of account".

4. The said act is amended by inserting after section 3 the following:

Id., ss.
3a, 3b,
added.

Privilège. « **3a.** Toute somme due au gouvernement en vertu de la présente loi constitue une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice.

Rapport et remise. « **3b.** Tout usager qui n'a pas payé à l'exploitant la taxe imposée par la présente loi doit faire immédiatement rapport et remise de cette taxe au ministre du revenu. »

1965 (1^{re} sess.), c. 28, a. 4c, mod. **5.** L'article 4c de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, est modifié:

a) en insérant, dans la quatrième ligne du paragraphe 1, après le mot « télécommunications », les mots « ou un usager »;

b) en ajoutant, à la fin du paragraphe 1, après le mot « exploitant », les mots « ou à l'utilisateur, selon le cas »;

c) en insérant, dans la première ligne du sous-paragraphe b du paragraphe 2, après le mot « exploitant », les mots « ou l'utilisateur, suivant le cas, »;

d) en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

Obligation de payer la taxe.

« 3. L'exploitant et l'utilisateur demeurent assujettis au paiement de la taxe, des intérêts et des peines, s'il en est, même si la cotisation est inexacte ou incomplète ou si aucune cotisation n'a été faite. »;

e) en remplaçant le sous-paragraphe a du paragraphe 4 par le suivant:

« a) dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle la taxe aurait dû être payée ou remise; »;

f) en insérant, dans la première ligne du sous-paragraphe b du paragraphe 4, après le mot « exploitant », les mots « ou l'utilisateur »;

g) en insérant, dans la troisième ligne du paragraphe 5, après le mot « exploitant », les mots « ou un usager ».

1965 (1^{re} sess.), c. 28, a. 4d, remp. **6.** L'article 4d de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:

Délai pour payer.

« **4d.** Tout exploitant ou usager d'un service de télécommunications assujetti au paiement, à la perception et à la remise d'une taxe en vertu de la présente loi doit, dans les trente jours qui suivent la date du

Privilege. « **3a.** Every sum due to the government under this act shall constitute a privileged debt ranking immediately after law costs.

Report, etc., required. « **3b.** Every user who has not paid the operator the tax imposed by this act must immediately report and remit such tax to the Minister of Revenue. »

1965 (1st sess.), c. 28, s. 4c, am. **5.** Section 4c of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, is amended:

(a) by inserting after the word "service" in the third line of subsection 1 the words "or a user";

(b) by adding after the word "operator" at the end of subsection 1 the words "or user, as the case may be";

(c) by inserting after the word "operator" in the first line of paragraph b of subsection 2 the words "or user, as the case may be";

(d) by replacing subsection 3 by the following:

Liability to pay not affected. « (3) The operator and user remain liable to pay the tax, and the interest and penalties, if any, even if the assessment is incorrect or incomplete, or if no assessment has been made. »;

(e) by replacing paragraph a of subsection 4 by the following:

« (a) within five years from the date when the tax should have been paid or remitted; »;

(f) by inserting after the word "operator" in the first line of paragraph b of subsection 4 the words "or user";

(g) by inserting after the word "operator" in the third line of subsection 5 the words "or user".

1965 (1st sess.), c. 28, s. 4d, replaced. **6.** Section 4d of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, is replaced by the following:

Delay for payment. « **4d.** Every operator or user of a telecommunication service liable for the payment, collection and remittance of a tax under this act shall, within thirty days from the date of mailing of the notice

dépôt à la poste de l'avis de cotisation, payer au ministre du revenu le montant de la taxe, des intérêts et des peines établis par la cotisation et qui n'ont pas encore été payés ou remis au ministre, qu'une opposition ou un appel à l'égard de la cotisation soit ou non en cours.

Effet au cas de tentative d'éluder paiement.

Lorsque de l'avis du ministre un exploitant ou un usager tente d'éluder le paiement ou la remise des taxes imposées en vertu de la présente loi, il peut ordonner que toutes les taxes, les peines et les intérêts soient payés immédiatement sur cotisation et l'exploitant ou l'utilisateur est tenu d'en effectuer immédiatement le paiement. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 28, a.
4f, ab.

7. L'article 4f de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, est abrogé.

Id., a. 4h,
mod.

8. L'article 4h de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, est modifié:

a) en insérant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, après le mot « télécommunications », les mots « ou un usager »;
b) en remplaçant les trois dernières lignes du paragraphe 4 par ce qui suit: « qu'elle n'a pas été faite dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle la taxe aurait dû être payée ou remise. »

Id., a. 4i
mod.

9. L'article 4i de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en insérant, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « exploitant », les mots « ou un usager ».

Id., a. 4l,
mod.

10. L'article 4l de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, est modifié en insérant, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, après le mot « télécommunications », les mots « ou par un usager ».

Id., a. 4m,
mod.

11. L'article 4m de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, est modifié en ajoutant, à la fin, après le mot « provinciale », les mots « en vertu de l'article 4i ».

Id., a. 5,
remp.

12. L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant:

of assessment, pay the Minister of Revenue the amount of the tax, interest and penalties established by the assessment and which have not yet been paid or remitted to the Minister, whether or not an objection or appeal with respect to the assessment is pending.

When, in the opinion of the Minister, an operator or user is attempting to evade payment or remittance of the taxes imposed under this act, he may direct that all taxes, penalties and interest be paid forthwith upon assessment, and the operator or user must make such payment immediately."

Effect of attempt to avoid payment.

7. Section 4f of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

1965
(1st sess.),
c. 28, s. 4f,
repealed.

8. Section 4h of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, is amended:

Id., a. 4h,
am.

(a) by inserting after the word "operator" in the first line of subsection 1 the words "or user";
(b) by replacing the last three lines of subsection 4 by the words "it was not made within five years from the date when the tax should have been paid or remitted."

9. Section 4i of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, is again amended by inserting after the word "operator" in the first line of the first paragraph the words "or user".

Id., s. 4i,
am.

10. Section 4l of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, is amended by inserting after the word "operator" in the first line of subsection 1 the words "or by a user".

Id., s. 4l,
am.

11. Section 4m of the said act, enacted by section 2 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, is amended by adding after the word "Court" at the end, the words "under section 4i".

Id., s. 4m,
am.

12. Section 5 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 5,
replaced.

Infrac- tions: Refus de produire un rap- port;	« 5. 1. Toute personne qui: a) ne fournit pas un rapport ou tout autre document ou renseignement, en la manière et à l'époque prescrites en vertu de la présente loi ou des règlements; ou	“5. (1) Every person who: (a) does not furnish a report or any other document or information, in the manner and at the time prescribed under this act or the regulations; or	Offences: Refusing to report;
Refus de percevoir la taxe.	b) étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir la taxe, d'en tenir compte, d'en faire rapport ou d'en faire remise, le tout conformément aux dispositions de la présente loi ou des règlements,	(b) being an agent of the Minister, refuses or neglects to collect, account for, report or remit the tax, the whole in accordance with this act and the regulations,	Refusing to collect, etc.
Peine.	commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars pour chaque jour que dure l'infraction.	commits an offence and is liable to a fine of not less than twenty-five dollars for each day that the offence continues.	Penalty.
Infrac- tions: Exploita- tion sans certificat;	2. Toute personne qui: a) exploite au Québec un service de télécommunications, sans être munie d'un certificat d'enregistrement encore valide, ou contrevient autrement à l'article 1a ou aux règlements;	(2) Every person who: (a) operates a telecommunication service in the province of Québec without a registration certificate still in force, or otherwise contravenes section 1a or the regulations;	Offences: Operating without certifi- cate;
Refus d'examen;	b) refuse de permettre à un officier du revenu de faire l'examen et la vérification prévus à l'article 4b ou y contrevient autrement; ou	(b) refuses to permit a revenue officer to make the examination and audit contemplated in section 4b or otherwise contravenes it; or	Refusing examina- tion;
Contra- vention.	c) contrevient au troisième alinéa de l'article 3,	(c) contravenes the third paragraph of section 3,	Contra- vening.
Peine.	commet une infraction et encourt une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars.	commits an offence and is liable to a fine of not less than two hundred dollars nor more than five thousand dollars.	Penalty.
Infrac- tions: Fausses déclara- tions;	3. Toute personne qui: a) fait des déclarations fausses ou trompeuses ou participe, consent ou acquiesce à leur énonciation dans une déclaration, une réponse, un certificat ou un état produit ou fait aux termes de la présente loi ou des règlements;	(3) Every person who: (a) makes, or participates in, assents to or acquiesces in the making of, false or deceptive declarations in a return, answer, certificate or statement filed or made as required under this act or the regulations;	Offences: Making, etc., false declara- tions;
Dissimu- lation de registres;	b) cache les registres ou livres de comptes d'un usager ou d'un mandataire ou en dispose autrement;	(b) hides the records or books of account of a user or agent or otherwise disposes of them;	Hiding books, etc.;
Inscrip- tions fausses;	c) fait des inscriptions fausses ou trompeuses, ou consent ou acquiesce à leur accomplissement, ou omet d'inscrire un détail important dans les registres ou livres de comptes d'un usager ou d'un mandataire, ou consent ou acquiesce à une telle omission;	(c) makes, or assents to or acquiesces in the making of, false or deceptive entries, or omits to enter a material particular in the records or books of account of a user or agent or assents to or acquiesces in such an omission;	Making false entries;
Non ob- servance de la loi;	d) volontairement, de quelque manière que ce soit, évite ou tente d'éviter l'observation de la présente loi ou le paiement d'une taxe établie en vertu de cette loi; ou	(d) wilfully, in any manner, evades or seeks to evade compliance with this act or payment of a tax imposed under this act; or	Evading com- pliance;
Conspira- tion.	e) conspire pour commettre une infraction prévue au présent paragraphe,	(e) conspires to commit an offence contemplated by this section,	Conspir- ing.
Peine.	commet une infraction et, en outre de toute peine prévue par toute autre disposition de la présente loi, encourt une amende d'au moins vingt-cinq dollars et	commits an offence and, in addition to any penalty provided for by any other provision of this act, is liable to a fine of not less than twenty-five dollars	Penalty.

d'au plus cinq mille dollars et, dans le cas où une taxe est exigible, d'un montant au moins égal à celui de cette taxe majoré de vingt-cinq pour cent, mais n'excédant pas le double de la taxe qui aurait dû être payée ou que cette personne a tenté d'éluider. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 28, aa.
5a, 5b,
remp.

13. Les articles 5a et 5b de ladite loi, édictés par l'article 3 du chapitre 35 des lois de 1966/1967, sont remplacés par les suivants:

Peine
pour
omission
de faire
rapport.

« **5a.** Toute personne qui omet, dans le temps prescrit, de faire rapport et remise des taxes qu'elle a perçues, devait percevoir ou devait payer, encourt une peine de cinq pour cent de ces taxes ou, si ce pourcentage résulte en une somme inférieure à dix dollars, une peine de dix dollars, en sus de ces taxes et intérêts.

Peine
addition-
nelle.

La peine établie à l'alinéa précédent est encourue de nouveau le seizième jour de chaque mois qui suit la date à laquelle le paiement de la première peine devenait exigible. Cependant, le montant total de telles peines se rapportant à une même omission ne doit pas excéder cinq fois celui de la première peine.

Peine
pour non
paiement,
etc., des
taxes.

« **5b.** 1. Toute personne qui, volontairement, élude ou tente d'éluder le paiement, la perception ou la remise des taxes prévues par la présente loi, est passible d'une peine, que fixe le ministre, d'au moins vingt-cinq pour cent et d'au plus cinquante pour cent du montant de la taxe dont cette personne a éludé ou tenté d'éluder le paiement, la perception ou la remise.

Peine
pour né-
gligence
dans
déclara-
tion.

2. Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omission dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que la taxe qui serait à payer ou à remettre par cette personne, si elle était cotisée d'après les renseignements fournis, est inférieure à la taxe qu'elle doit payer ou remettre, cette personne encourt une peine de vingt-cinq pour cent de la différence entre ces deux montants.

nor more than five thousand dollars and, when a tax is exigible, an amount not less than that of such tax increased by twenty-five per cent but not exceeding double the tax that should have been paid or that such person sought to evade."

13. Sections 5a and 5b of the said act, enacted by section 3 of chapter 35 of the statutes of 1966/1967, are replaced by the following:

1965
(1st sess.),
c. 28, ss.
5a, 5b,
replaced.

« **5a.** Every person who omits, within the prescribed period, to report and remit the taxes which he has collected, or should have collected or paid, incurs a penalty of five per cent of such taxes or, if such percentage is a sum less than ten dollars, a penalty of ten dollars in addition to such taxes and interest.

Penalty
for omis-
sion to
report.

The penalty prescribed in the preceding paragraph shall again be incurred on the sixteenth day of each month following the date when payment of the first penalty became exigible. However, the total amount of such penalties relating to the same omission shall not exceed five times that of the first penalty.

Further
penalty.

« **5b.** (1) Every person who wilfully evades or attempts to evade payment, collection or remittance of the taxes provided by this act is liable to a penalty, to be fixed by the Minister, of not less than twenty-five per cent nor more than fifty per cent of the amount of the tax which such person evaded or the payment, collection or remittance of which he sought to evade.

Penalty
for eva-
sion of
duties.

(2) If a person knowingly or under circumstances amounting to gross negligence, makes any declaration or omission in a return, certificate, statement or answer made or filed under this act, or participates or acquiesces therein, and if as a result of such declaration or omission the tax which should be paid or remitted by such person, if assessed on the basis of the information provided, is less than the tax that he must pay or remit, such person incurs a penalty of twenty-five per cent of the difference between the two amounts.

Declara-
tion or
omission
in returns.

Peines
non cumu-
latives.

3. Nul n'encourt, à l'égard d'un même énoncé ou d'une même omission, à la fois la peine prévue au paragraphe 1 et celle prévue au paragraphe 2, ou à la fois une peine prévue au présent article et le paiement d'une amende prévue à l'article 5, à moins que, dans ce dernier cas, la peine n'ait été imposée avant que ne soit intentée la poursuite donnant lieu à l'amende.

Rensei-
gnements
exigés.

« 5c. Le ministre du revenu peut, par une demande transmise par poste recommandée ou signifiée personnellement, exiger d'une personne, dans le délai raisonnable qu'il fixe, tout renseignement ou la production de livres, lettres, comptes, factures, états financiers ou autres documents qu'il juge nécessaires à l'application de la présente loi. »

Entrée en
vigueur.

14. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

(3) No person shall, with respect to the same declaration or omission, incur both the penalty provided for in subsection 1 and that provided for in subsection 2, or both a penalty provided for in this section and the payment of the fine provided for in section 5, unless, in the latter case, the penalty is imposed before the proceedings giving rise to the fine are instituted.

Liability
to pay-
ment of
penalties.

“5c. The Minister of Revenue may, by demand sent by registered mail or served personally, require of any person, within such reasonable delay as he fixes, any information or the production of such books, letters, accounts, invoices, financial statements or other documents as he deems necessary for the application of this act.”

Demand
for infor-
mation.

14. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.